

L'opinion publique européenne et le nucléaire après Fukushima

Laure Bonneval*
Cécile Lacroix-Lanoë**

** Chargée d'études, département Opinion et stratégies d'entreprise, Ifop*

*** Chargée d'études senior, département Opinion et stratégies d'entreprise, Ifop*

L' accident nucléaire qui a eu lieu le 11 mars 2011 à Fukushima a réactivé le débat s'agissant du risque lié à la technologie nucléaire. D'une part, à la différence de Tchernobyl en son temps, cet accident a eu lieu dans un pays très en avance technologiquement et qui a fait de la qualité et de la sécurité de ses produits un véritable avantage comparatif. Par ailleurs, le fait même qu'un accident de niveau sept puisse de nouveau se produire marque une étape importante dans l'histoire du nucléaire civil. Tchernobyl a longtemps été tenu pour une tragique exception. Avec Fukushima, il n'est désormais plus possible de circonscrire le risque d'accident nucléaire à ce seul événement isolé. Et ce caractère répétitif constitue sans doute aujourd'hui pour l'industrie nucléaire civile une difficulté nouvelle.

En se gardant de tout positionnement militant pro ou anti-nucléaire, il est indéniable que la question de l'acceptation du risque par les populations se pose avec une acuité toute nouvelle pour l'industrie nucléaire. Nul doute par ailleurs que cet enjeu s'avère particulièrement stratégique pour un pays comme la France, leader mondial en la matière et dont la politique énergétique initiée après-guerre est celle du « tout nucléaire ». Les données d'opinion disponibles démontrent d'ailleurs clairement que les jugements portés à l'égard de l'énergie nucléaire divergent selon les pays, ceci renvoyant à des histoires spécifiques en matière de politique énergétique (ressources naturelles, industries nationales mais aussi intensité du militantisme anti-nucléaire et choix opérés en matière de politique énergétique). Dans ce contexte, quelles ont été les conséquences de Fukushima sur les représentations citoyennes dans les principaux pays européens ?

L'opinion publique européenne et le nucléaire après Fukushima

De manière plus large, peut-on véritablement considérer cet accident industriel comme marquant un tournant inédit dans les perceptions associées à l'énergie nucléaire civile ? Événement majeur, Fukushima l'est indéniablement. Pour autant, la question des risques nucléaires, les controverses à propos de son utilisation, de même que les débats sur une éventuelle sortie du nucléaire préexistaient largement aux événements du 11 mars 2011. Ne faut-il pas appréhender les catastrophes nucléaires – Tchernobyl en son temps, Fukushima aujourd'hui – plutôt comme des révélateurs, qui viennent réactiver soudainement des craintes latentes, que comme des tournants ?

AU LENDEMAIN DE FUKUSHIMA, DES DISPARITÉS NATIONALES MAJEURES EN MATIÈRE DE POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE ET D'ADHÉSION AU RECOURS À L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE

Examinons d'abord la photographie de l'opinion réalisée dans les semaines ou mois qui ont suivi l'accident de Fukushima. Une enquête¹ effectuée au mois de juin 2011 permet de mettre en lumière l'hétérogénéité des représentations et des attentes européennes en matière de politique énergétique. Réalisée dans cinq pays, elle donne à voir une opinion française très différenciée par rapport à celles de ses voisins, Allemands et Italiens en particulier.

Le critère de choix prioritaire dans le choix énergétique d'un pays (juin 2011)

QUESTION : En matière de politique énergétique, selon vous, parmi les suivants, quel est le critère de choix qui doit être prioritairement pris en compte ?

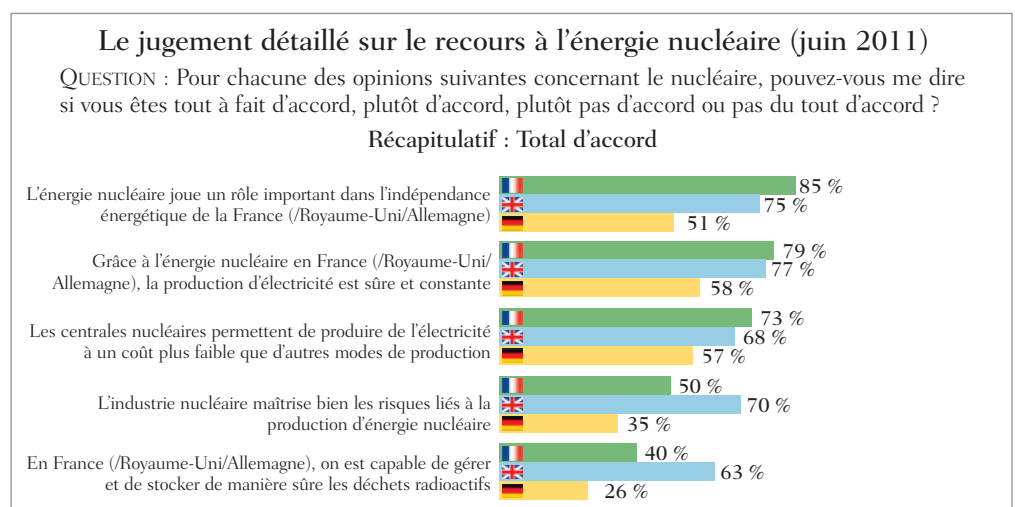
1 ^{er} item cité Ecart notable par rapport aux autres pays	France	UK	Allemagne	Italie	Espagne
La sûreté des installations, des infrastructures	25 %	19 %	15 %	21 %	16 %
Le caractère renouvelable de la source d'énergie	21 %	24 %	27 %	30 %	24 %
L'indépendance énergétique qu'il procure au pays	19 %	18 %	16 %	21 %	20 %
Le prix de revient	13 %	10 %	8 %	9 %	20 %
L'impact sur le réchauffement climatique	11 %	12 %	13 %	11 %	11 %
La sécurité d'approvisionnement ; absence de coupures, de ruptures d'approvisionnement	11 %	17 %	21 %	8 %	9 %

1. Enquête Ifop/Le Monde réalisée du 21 au 27 juin 2011 auprès d'échantillons représentatifs des populations française (1006 personnes), allemande (603), espagnole (600), italienne (605) et britannique (604) âgées de 18 ans et plus (méthode des quotas).

L'opinion publique européenne et le nucléaire après Fukushima

Ainsi, au lendemain de Fukushima, et dans un contexte français où le nombre de réacteurs sur le territoire national est parmi les plus élevés au monde, la sûreté des installations et des infrastructures constitue, pour les Français, la dimension qui doit être prioritairement prise en compte dans les choix énergétiques nationaux. *A contrario*, l'Allemagne et l'Italie, de même que l'Espagne et le Royaume-Uni, malgré les événements japonais survenus quatre mois plus tôt, lui substituent en tête de classement le caractère renouvelable de la source d'énergie au détriment du nucléaire, preuve que le discours sur la priorité à accorder aux énergies renouvelables a davantage marqué le corps social dans ces pays qu'en France. Est-ce à dire également que l'accident industriel japonais a rencontré un écho moindre dans ces pays ? Il est permis de postuler que si l'impact y a été plus réduit, c'est surtout en raison du nombre plus faible de réacteurs que ces pays abritent. Implicitement, la crainte qu'un accident nucléaire se produise semble être plus prégnante dans l'Hexagone. Parallèlement, sur cette question des critères de choix énergétique, certains pays laissent affleurer des représentations assez caractéristiques. On relèvera ainsi en Allemagne la part importante d'interviewés qui privilégient la sécurité d'approvisionnement, cet enjeu y occupant une place bien plus décisive dans le débat public qu'en France, tandis que les Espagnols, en proie à des difficultés économiques particulièrement intenses depuis 2008, sont les plus nombreux à privilégier le prix de revient.

Ces différences de paradigmes énergétiques d'un pays à l'autre² sont également, et logiquement, perceptibles en ce qui concerne plus particulièrement l'énergie nucléaire :



2. Questions non posées en Italie et en Espagne.



L'opinion publique
européenne
et le nucléaire
après Fukushima

Sur l'ensemble des propositions testées, les Allemands se montrent systématiquement plus réservés que les Français ou les Britanniques. Par rapport à la France, mais aussi au Royaume-Uni où l'on observe une certaine convergence de vue avec la France, les écarts les plus importants portent plus précisément sur la question du rôle joué par l'énergie nucléaire dans l'indépendance énergétique nationale (85 % des interviewés s'accordent pour le considérer important en France et 75 % au Royaume-Uni, contre 51 % en Allemagne) ainsi que sur sa capacité à assurer une production d'électricité sûre et constante (79 % en France contre 58 % en Allemagne). De la même manière, les avantages du nucléaire en termes de coût de l'électricité s'avèrent nettement moins perçus en Allemagne (57 %) qu'en France (73 %) ou, dans une moindre mesure, qu'au Royaume-Uni (68 %). Cette tendance est d'ailleurs relativement attendue puisque, d'une part, l'électricité coûte effectivement plus cher outre-Rhin et que, d'autre part, le lien de cause à effet entre une réduction de la part du nucléaire et une hausse des tarifs est un argument qui a souvent été avancé dans le débat public français au lendemain de l'accident de Fukushima, et ce d'ailleurs tant par les entreprises du secteur que par la sphère politique.

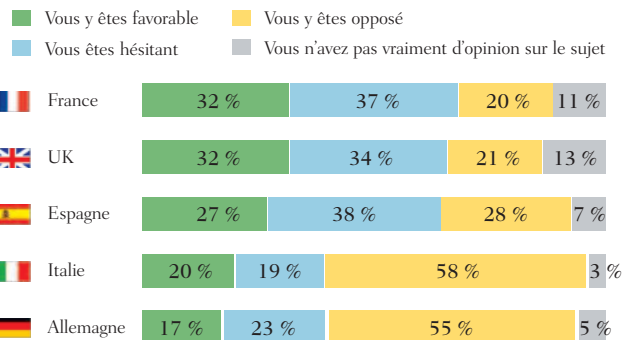
En ce qui concerne l'enjeu de la sécurité – à savoir, en début de cycle, la maîtrise des risques liés à la production d'énergie nucléaire et, en fin de cycle, la capacité à gérer de manière sûre les déchets radioactifs – l'opinion publique allemande s'avère une nouvelle fois plus critique qu'en France et qu'au Royaume-Uni. En revanche, et à l'inverse de ce qui émerge sur les questions d'indépendance énergétique, de constance d'approvisionnement et de prix de revient, les Français témoignent de réserves non négligeables en ce qui concerne la capacité à produire et à stocker les déchets de manière sûre, ce qui n'est au contraire pas le cas au Royaume-Uni où il semble que le risque d'accident ou de pollution liée au stockage des déchets ne cristallise pas de craintes massives.

Sur cette base, sans surprise, les opinions sur le recours effectif à l'énergie nucléaire divergent très fortement.

L'opinion publique
européenne
et le nucléaire
après Fukushima

L'opinion sur le recours à l'énergie nucléaire (juin 2011)

QUESTION : Quelle est votre opinion sur le recours à l'énergie nucléaire en France (Royaume-Uni/Espagne/Italie/Allemagne) ?



Si l'on excepte l'Espagne qui se situe dans une position médiane, il est possible d'opérer une classification très nette, avec d'un côté la France et le Royaume-Uni, et de l'autre l'Allemagne et l'Italie. Dans ces deux derniers pays, alors que la sortie du nucléaire est programmée et que les projets de reprise, un temps envisagés avant Fukushima, ont été définitivement enterrés, une majorité absolue des personnes interrogées se déclare opposée au recours à l'atome. En Italie et en Allemagne, à peine deux personnes sur dix lui apportent son soutien et la part des indécis y est en outre relativement faible par rapport à la France ou au Royaume-Uni. Comme si, au-delà du Rhin et des Alpes, la question du recours au nucléaire était définitivement tranchée dans l'opinion. *A minima*, il est certain que les opinions, négatives en l'occurrence, y sont nettement plus affirmées. Pour autant, est-ce à dire que les événements de Fukushima en sont la seule origine ? Loin s'en faut, nous le verrons plus loin : l'hostilité y était déjà très prononcée avant même ce 11 mars 2011.

A l'inverse de ces jugements tranchés, les Français et les Britanniques quant à eux témoignent de perceptions nettement plus partagées. Premier enseignement : sans atteindre une majorité, ni absolue ni relative, la part des « supporters » de l'atome supplante en France et au Royaume-Uni celle des opposants. Au regard du poids de l'énergie nucléaire dans le mix énergétique français, et donc par extension de l'enjeu de l'indépendance en approvisionnement, ce résultat est moins étonnant pour la France que pour le Royaume-Uni. De fait, ce pays, s'il abrite effectivement des réacteurs sur son sol, présente toutefois une dépendance bien moindre vis-à-vis de cette source

L'opinion publique européenne et le nucléaire après Fukushima

d'énergie et a en outre connu, on l'oublie souvent, un incident nucléaire sérieux (classé niveau cinq, à l'instar de celui survenu à Three Miles Island aux Etats-Unis) en 1957 sur le site de Windscale, rebaptisé depuis Sellafield. Un second enseignement doit toutefois venir nuancer ce tableau, à savoir celui de jugements franco-britanniques très éclatés : près d'un Français et d'un Britannique sur deux se dit hésitant ou peine à formuler une opinion quant au recours à l'énergie nucléaire, les seuls indécis étant d'ailleurs plus nombreux que les soutiens.

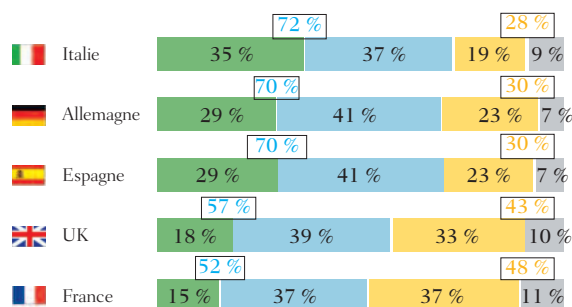
UNE SORTIE DU NUCLÉAIRE, ET APRÈS ?


Dès lors comment expliquer une indécision aussi forte en France et au Royaume-Uni ? Sans en ignorer le caractère multi-causal, l'origine de ce flottement naît certainement de la difficulté des deux populations à imaginer une alternative crédible pour substituer à l'énergie nucléaire de nouveaux modes de production qui seraient en mesure d'assurer des rendements suffisants et de leur garantir l'autosuffisance en approvisionnement. Pour preuve, l'adhésion et l'hésitation au recours à l'énergie nucléaire au regard de l'importance de la confiance ou doutes émis quant à la possibilité effective de produire l'intégralité des besoins en électricité grâce aux énergies renouvelables.

Le jugement sur la possibilité de l'autosuffisance énergétique grâce aux énergies renouvelables (juin 2011)

QUESTION : Pensez-vous qu'il serait possible, en France (/Royaume-Uni/Allemagne/Italie/Espagne), de produire quasiment toute l'électricité nécessaire au pays à l'aide d'énergies renouvelables comme l'énergie solaire, éolienne, hydraulique... ?

■ Oui, certainement ■ Oui, probablement ■ Non, probablement pas ■ Non, certainement pas





L'opinion publique
européenne
et le nucléaire
après Fukushima

Sur cette question, le positionnement des Français, comme des Britanniques, se distingue une nouvelle fois assez clairement : si une courte majorité d'entre eux estime possible d'atteindre l'autosuffisance *via* la filière renouvelable, on est tout de même très en retrait de ce qui s'observe en Allemagne, en Espagne ou en Italie où cette hypothèse énergétique est perçue comme une voie crédible et réaliste par sept personnes sur dix. Dans les faits, l'Allemagne, moins dépendante, a développé une politique de soutien à la filière renouvelable particulièrement volontariste dans un contexte où l'arrêt de son dernier réacteur est programmé pour 2022. Pour ce qui est de l'Italie et de l'Espagne, elles bénéficient toutes deux d'atouts certains en matière de renouvelables (taux d'ensoleillement, larges façades maritimes pour les éoliennes en mer entre autres).

Ainsi, au lendemain de Fukushima, tout se passe comme si en France, malgré une hostilité non nulle, ou tout le moins des doutes importants à l'endroit du recours à l'énergie nucléaire, l'opinion ne parvenait pas à imaginer massivement une sortie réaliste de l'atome. En France, outre la question de l'autosuffisance, on trouve sans doute aussi à l'origine de ce paradoxe la participation de l'industrie nucléaire au rayonnement économique international du pays. Une sortie française du nucléaire signifierait en un sens le renoncement à l'un de ses fleurons industriels et technologiques.

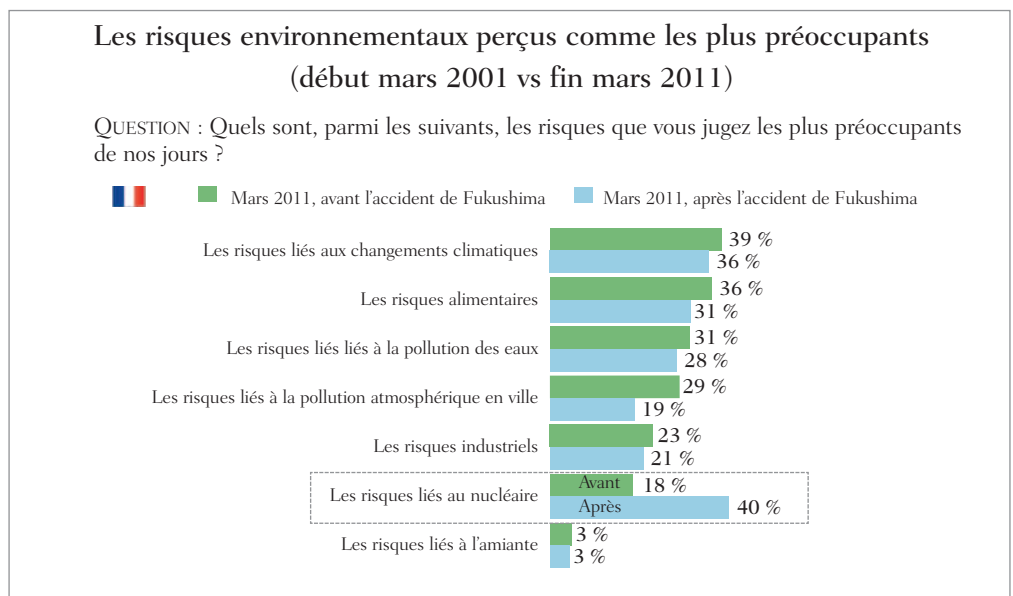
LA CRISTALLISATION DES OPINIONS AU LENDEMAIN DE FUKUSHIMA

Les disparités nationales sur la question du nucléaire s'avèrent ainsi assez nettes en France. La fracture entre les pays ayant fait le choix de la sortie du nucléaire et les autres, et notamment la France, est aujourd'hui consommée, les choix des opinions publiques et des gouvernements étant d'ailleurs en cohérence. Une question essentielle se pose cependant, celle de l'impact véritable de l'accident de Fukushima sur les représentations et les jugements. Deux lectures sont possibles : la première consiste à considérer cet événement comme un tournant irréversible pour l'industrie nucléaire, de par la perte de confiance majeure et les craintes massives qu'il a provoquées dans l'opinion. La seconde lecture se situe dans une approche plus nuancée et plus contextualisée dans laquelle les épisodes tels que ceux survenus au Japon relèvent davantage d'une réactivation de craintes latentes, qui se caractérisent d'ailleurs par leur dimension protéiforme, au sens où elles se cristallisent au gré des événements sur des

L'opinion publique
européenne
et le nucléaire
après Fukushima

problématiques variables (peur de l'accident industriel, question de l'enfouissement des déchets, de leur transport, de leur stockage mais aussi crainte de la vulnérabilité des installations face à un attentat).

Si les données antérieures à mars 2011 penchent pour cette seconde approche, il va toutefois sans dire que Fukushima a provoqué un choc réel dans l'opinion publique française comme en atteste d'ailleurs cette comparaison de la perception des risques environnementaux mesurée³ avant et après l'accident de Fukushima :



Début mars 2011, le nucléaire s'avérait être, en termes de hiérarchie, la dernière préoccupation – à l'exception des risques liés à l'amiante – des Français en matière de risques environnementaux. En recul constant dans l'opinion, il atteignait d'ailleurs à cette date le niveau le plus bas mesuré depuis 2002⁴. Quinze jours plus tard, les risques nucléaires recueillent à l'inverse 40 % des citations et constituent au lendemain de Fukushima la première préoccupation environnementale des Français, devançant même la question du changement climatique.

3. Enquête Ifop réalisée du 7 au 10 mars 2011 auprès d'un échantillon de 1005 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus et du 24 au 25 mars 2011 auprès d'un échantillon de 956 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus (méthode des quotas).

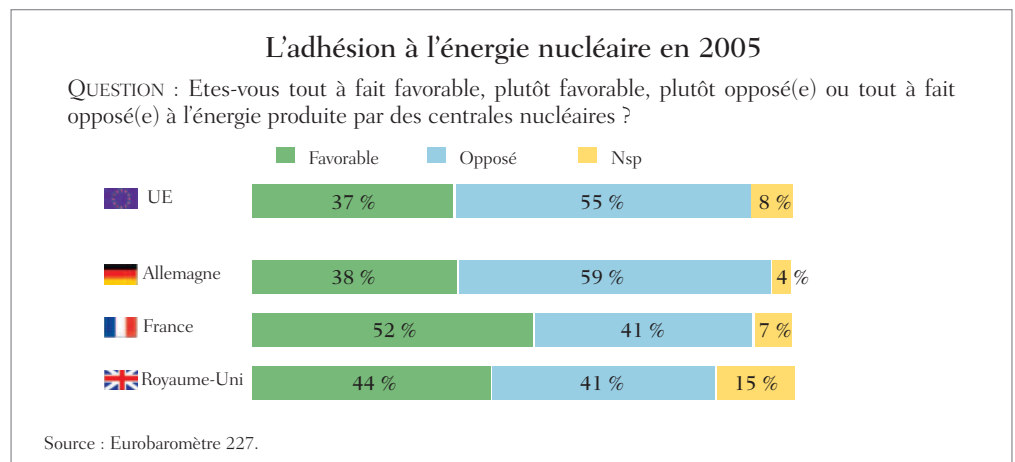
4. Les historiques sur cette question remontent à 2002. L'item « risques liés au nucléaire » recueillait 33 % des citations en 2002, 27 % en 2008, 24 % en 2010 et donc 18 % début mars 2011 contre 40 % au lendemain immédiat de l'accident japonais.

L'opinion publique européenne et le nucléaire après Fukushima

Le terrible accident de Fukushima, comme celui de Tchernobyl en son temps, a ainsi lourdement modifié le rapport des opinions publiques à l'énergie nucléaire et réactivé des peurs. Pour autant, celle-ci a toujours suscité des interrogations, voire des rejets assez marqués dans certains pays. Il serait en effet fallacieux de croire que la catastrophe de Fukushima a retourné des opinions publiques qui auraient été massivement en faveur de l'énergie nucléaire. Déjà avant l'accident japonais, elles portaient, à des niveaux certes variables selon les pays, des ambivalences à l'égard de l'énergie nucléaire. L'atome ne suscitait guère l'enthousiasme des populations européennes car il était jugé porteur de risques importants, venant contrebalancer les avantages associés à cette énergie.

AVANT 2011, L'OPINION PUBLIQUE EUROPÉENNE ÉTAIT DÉJÀ MAJORITAIREMENT OPPOSÉE À L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE

En 2005, soit près de vingt ans après la catastrophe de Tchernobyl, et alors qu'aucun accident nucléaire majeur ne s'est produit depuis ce 26 avril 1986, une étude Eurobaromètre⁵ montrait que 55 % des Européens se déclaraient opposés à l'énergie nucléaire. A peine plus du tiers de la population européenne y était favorable (37 %). Cette opinion variait cependant assez nettement selon les pays, comme le montre le graphique ci-dessous.



5. Eurobaromètre spécial n° 227 « Déchets nucléaires », terrain réalisé en février et mars 2005. Les études « Eurobaromètre » sont réalisées dans chacun des pays membres de l'Union européenne auprès d'échantillons d'environ 1000 entretiens en face à face par Etat membre (sauf Allemagne : 1500, Luxembourg : 600, Royaume-Uni : 1300 dont 300 en Irlande du Nord). L'ensemble des données est disponible sur le site de la Commission européenne à l'adresse suivante : http://ec.europa.eu/public_opinion/index_fr.htm

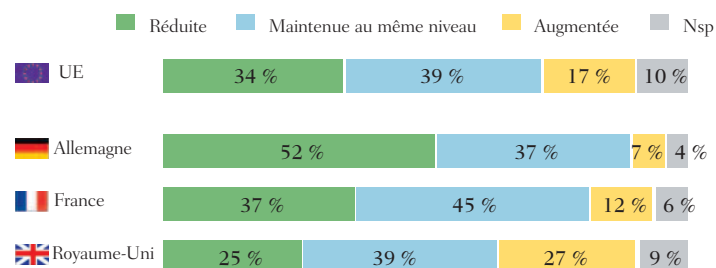
L'opinion publique européenne et le nucléaire après Fukushima

Cette étude révélait déjà que les opinions vis-à-vis du nucléaire sont en grande partie déterminées par les politiques énergétiques nationales. Ainsi, en France, où l'énergie nucléaire produit les trois quarts de l'électricité et où, à l'époque, la question du renoncement à cette énergie n'avait jamais réellement été sérieusement posée dans le débat public, une majorité de la population y était favorable en 2005. A l'inverse, en Allemagne, où cette énergie est bien moins présente dans le mix énergétique et où des débats sur le sujet sont présents et virulents depuis de nombreuses années, l'opinion s'inversait.

Néanmoins, même dans les pays les plus favorables à l'énergie nucléaire, comme la France par exemple, les opposants représentent certes une minorité, mais importante et qu'il n'est pas permis d'ignorer. Ainsi, quatre Français sur dix déclaraient en 2005 avoir une opinion négative du nucléaire, ce qui est loin d'être négligeable, surtout dans un pays où la production nucléaire joue un rôle aussi primordial depuis les années 1970. Les études Eurobaromètre éclairent également sur les attitudes des Européens face aux politiques à mettre en place dans l'avenir concernant l'énergie nucléaire. Elles permettent de constater que la population européenne reste circonspecte quant au développement de cette source énergétique, ce qui s'inscrit en cohérence avec leur opinion négative vis-à-vis de l'atome.


Les souhaits concernant l'évolution de la proportion du nucléaire en 2009

QUESTION : Selon vous, la proportion actuelle d'énergie nucléaire devrait être réduite, maintenue au même niveau ou augmentée ?



Source : Eurobaromètre 324.⁶

6. Le terrain de cette étude Eurobaromètre a été réalisé en septembre et octobre 2009.



L'opinion publique
européenne
et le nucléaire
après Fukushima


Comme le montre le graphique, en 2009, l'opinion publique européenne apparaissait assez divisée sur la question et si le *statu quo* constituait l'option la plus répandue, il convient de remarquer que deux fois plus d'Européens souhaitaient la réduction du nucléaire plutôt que son développement, et ce deux ans avant les événements de Fukushima. En outre, le camp « anti-nucléaire », ou en tout cas plaidant pour une diminution de la part de l'atome, était encore plus important quelques années auparavant puisqu'en 2006, il représentait 39 % de la population européenne et donc l'opinion la plus partagée⁷.

Ainsi, il est impropre de parler de revirement de l'opinion suite à la catastrophe de Fukushima, tant l'opposition au nucléaire enregistrée après l'accident de mars 2011 s'appuie sur des tendances déjà présentes avant celui-ci. Le rejet de l'énergie nucléaire a bien augmenté mais il était ancré dans la population européenne avant l'accident.

De surcroît, les résultats des études Eurobaromètre montraient une opinion très ambivalente vis-à-vis de l'énergie nucléaire, notamment en France. Même si les Français se déclaraient majoritairement favorables à l'énergie produite par les centrales, ils souhaitaient en priorité une réduction de la part de cette énergie dans leur pays. De fait, en France et en Allemagne, le souhait d'une réduction du nucléaire apparaissait encore plus nettement que dans l'ensemble de l'Union européenne : en 2009, il rassemblait 37 % des Français et surtout 52 % des Allemands !

Si l'on compare ces résultats par rapport à d'autres datant de trois ans auparavant, il apparaît qu'en Allemagne, l'opinion est restée stable entre 2006 et 2009, malgré un débat important sur la question sur la scène politique intérieure. A l'inverse, en France, l'évolution a été très importante alors que le sujet n'a que très peu occupé le devant de la scène médiatique à l'époque et l'acceptabilité de l'énergie nucléaire a très fortement augmenté. Ainsi, en 2006, un Français sur deux (49 %) souhaitait que la part du nucléaire dans la production d'énergie décroisse, soit un résultat pratiquement équivalent à celui de l'Allemagne et de douze points supérieur à la mesure de 2009. Les

7. Ces chiffres sont issus de l'Eurobaromètre Spécial 271 « Sécurité nucléaire », réalisé en octobre et novembre 2006 dans les 25 pays membres de l'Union européenne ainsi qu'en Roumanie et en Bulgarie (entrés dans l'Union en 2007).



L'opinion publique
européenne
et le nucléaire
après Fukushima

études Eurobaromètre ne permettent pas de dégager d'éléments expliquant ce changement fort dans l'opinion française, la perception des risques et des avantages liés à cette énergie ne variant pas significativement. Il peut néanmoins être avancé que l'absence de polémique sur le nucléaire et la montée en puissance durant cette période des arguments relatifs aux avantages de cette filière en termes de faible rejet de CO₂, dans un contexte où la thématique du réchauffement climatique monopolisait le débat environnemental, ont servi la cause du nucléaire dans l'opinion publique française⁸.

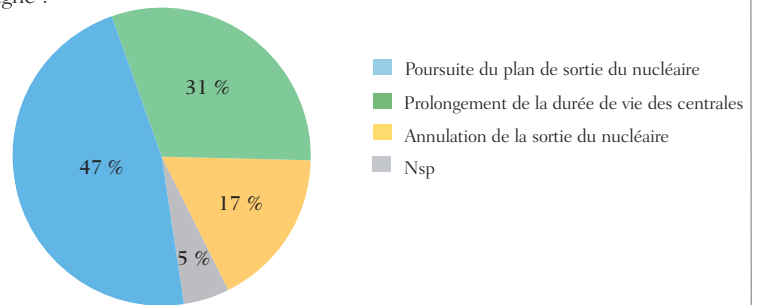
Il était d'ailleurs assez étonnant d'observer une telle similitude entre les deux pays en 2006 alors que le nucléaire y représente des niveaux de contribution à la production d'énergie bien différents et que les débats publics dans les deux pays n'ont rien en commun. En France, en 2006, la sortie du nucléaire, bien que défendue par les Verts par exemple, représente une décision politique d'une probabilité quasi-nulle, les principaux partis ne l'ayant jamais défendue. En Allemagne, il en va bien autrement puisqu'en 2000, lorsqu'ils étaient au pouvoir, le Parti social-démocrate allemand (SPD) et les Grünen ont initié une sortie complète du nucléaire civil. L'arrivée au pouvoir fédéral de l'Union chrétienne-démocrate (CDU) en 2005 changea la donne, le parti conservateur étant sur une ligne pro-nucléaire. Les débats sur la question étaient donc présents en Allemagne avant Fukushima et débouchèrent, en fin d'année 2010, sur le report de la date de sortie du nucléaire et le prolongement la durée de vie des centrales allemandes. L'écart important observé en 2009 entre les opinions publiques allemande et française montre davantage de cohérence qu'en 2006 avec ces politiques très différentes menées par les deux gouvernements.

Concernant l'Allemagne, un sondage Forsa réalisé en 2007 éclaire un peu plus le positionnement des citoyens allemands vis-à-vis d'une politique qui apparaît alors assez originale sur le continent. Le débat sur le changement du mix énergétique existait dans le pays bien avant la catastrophe de Fukushima, contrairement aux autres pays européens, et s'appuyait sur de réelles options politiques puisque la sortie du nucléaire était alors clairement posée comme envisageable. Il est donc intéressant de savoir comment l'opinion publique allemande se positionnait face aux choix qui s'offraient alors à elle, à savoir revenir ou non sur la sortie programmée du nucléaire civil.

8. L'accident de Fukushima est ensuite venu effacer tous ces gains d'image engrangés par cette technologie ces dernières années dans notre pays.

Souhaits des Allemands par rapport au plan national de sortie du nucléaire en 2007

QUESTION : Quelle solution préférez-vous quant à la politique à adopter vis-à-vis du nucléaire à l'avenir en Allemagne ?



Ce sondage ne montre pas des résultats très différents de ceux obtenus lors de l'étude Eurobaromètre de 2009, déjà présentée, puisqu'on y retrouvait une moitié de la population défavorable à l'énergie nucléaire et qui plaidait donc pour la poursuite du plan de sortie du nucléaire civil. Un tiers des Allemands souhaitait que la durée de vie des centrales soit prolongée, soit un report de la date de sortie du nucléaire. Moins de deux citoyens sur dix estimaient que le plan du gouvernement SPD-Grünen devait être totalement abandonné, ce qui donnait la possibilité de créer de nouvelles centrales, soit uniquement pour remplacer les anciennes, soit pour augmenter la part du nucléaire dans la production d'électricité.

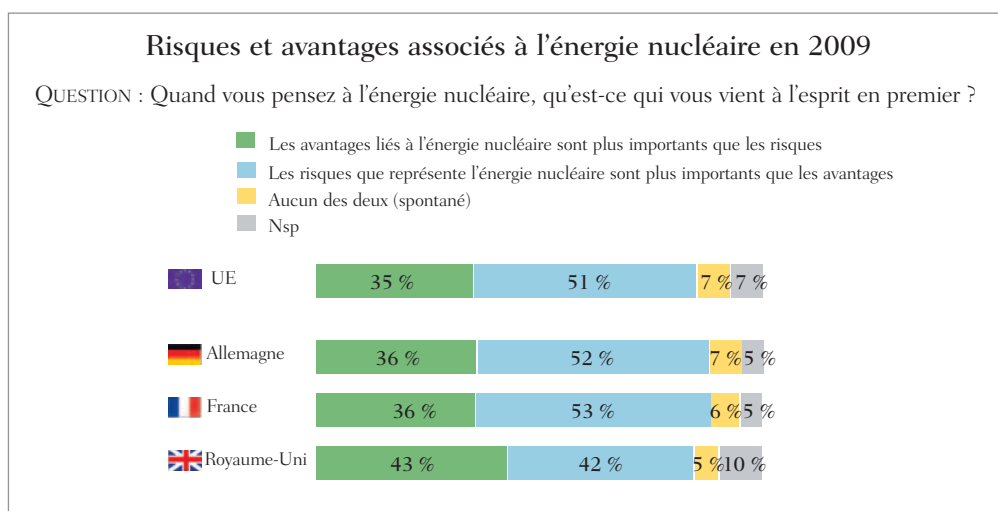
Ainsi, avant la catastrophe de Fukushima, l'opinion allemande apparaissait déjà clairement divisée en deux camps d'égale importance, l'un souhaitant l'arrêt total de la production nucléaire d'électricité à court terme, et l'autre favorable à la poursuite de la production d'énergie d'origine nucléaire dans l'immédiat. Néanmoins, parmi ces derniers, les résultats de l'étude Eurobaromètre montrent que seule une très faible minorité souhaitait que le nucléaire acquière davantage d'importance dans le mix énergétique.

LES DANGERS ÉTAIENT DÉJÀ BIEN ASSOCIÉS À L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE AVANT LA CATASTROPHE

Comment expliquer que la population européenne était opposée, et parfois très clairement comme en Allemagne, à un développement de l'énergie nucléaire sur le

L'opinion publique européenne et le nucléaire après Fukushima

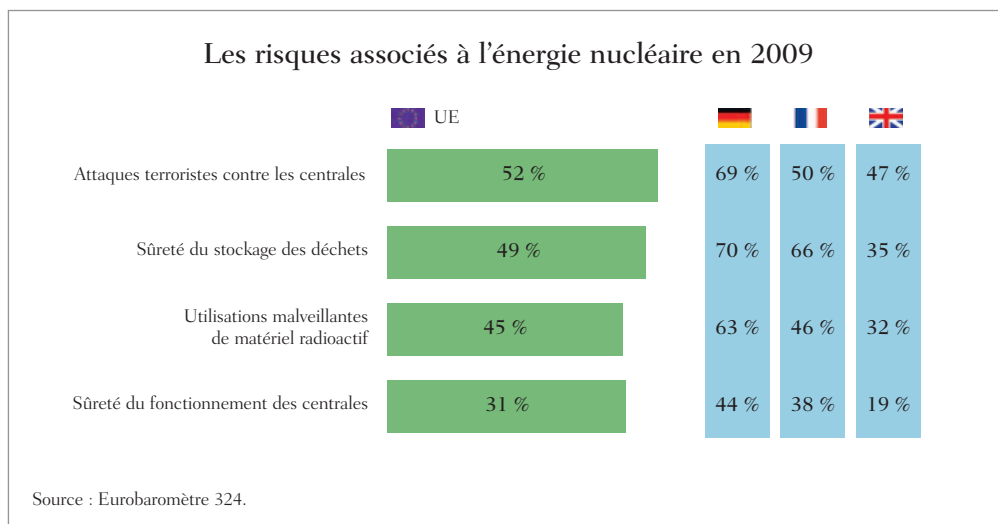
continent ? Les dangers associés aux centrales semblent jouer un très grand rôle dans la formation de cette opinion. En fin d'année 2009, alors que l'accident de Tchernobyl est déjà très loin et qu'en Europe, aucun accident nucléaire majeur ne s'est produit depuis celui-ci, les Européens soulignaient massivement les risques liés à l'industrie nucléaire. Pour la majorité d'entre eux, ces risques l'emportaient même sur les avantages, notamment en France et en Allemagne. En revanche, cette opinion pouvait être plus nuancée dans d'autres pays, à l'exemple du Royaume-Uni, où les habitants apparaissaient clairement divisés entre les deux options ; mais nulle part en Europe, l'opinion selon laquelle les risques sont les plus importants n'était négligeable⁹.



Mais, ce qui a changé avec la catastrophe de Fukushima n'est pas tant la perception de risques associés à l'énergie nucléaire que la hiérarchie de ces risques. En effet, avant 2011, la sûreté des installations nucléaires n'apparaissait que comme un risque secondaire. Même si elle constituait, malgré l'éloignement temporel d'accidents graves, une raison forte de rejeter l'énergie nucléaire, elle était supplantée par d'autres dangers, perçus comme plus importants. L'Eurobaromètre de 2009 apporte une hiérarchie des risques associés à l'énergie nucléaire, présentés dans le graphique ci-après, avec des niveaux de risques perçus assez différents selon les pays.

9. Le résultat le plus faible est obtenu en Bulgarie (33 %), avec 46 % des habitants partageant l'opinion inverse et un taux nettement plus élevé de personnes ne se prononçant pas (14 %), démontrant une opinion moins mature que dans les autres pays étudiés sur cette problématique.


L'opinion publique
européenne
et le nucléaire
après Fukushima



Parmi les risques testés, les accidents de fonctionnement des centrales arrivent loin derrière d'autres dangers potentiels, en France comme en Allemagne et au Royaume-Uni. Le terrorisme contre les centrales nucléaires constitue ainsi la première crainte au niveau européen, dans un contexte où le risque terroriste islamiste est particulièrement présent dans les esprits. Le stockage ultime des déchets radioactifs apparaît également comme un facteur de risque important, et ce plus particulièrement en France et en Allemagne. Les utilisations malveillantes de matières radioactives représentent également une inquiétude bien ancrée, ce qui doit être relié au risque terroriste mais aussi par une actualité assez récente relative aux incertitudes pesant sur la mise au point d'armes nucléaires en Iran à partir de combustible destiné au nucléaire civil.

Néanmoins, le nucléaire constitue un sujet complexe et des avantages sont également reconnus à cette énergie, bien qu'ils ne contrebalancent pas les risques pour une majorité des Européens. Les arguments avancés pour poursuivre, voire développer le nucléaire sont loin d'être inconnus, et ainsi, en 2009, les deux tiers des Européens (68 %¹⁰) reconnaissent que l'énergie nucléaire accroît la sécurité des approvisionnements énergétiques en rendant moins dépendant des importations, argument particulièrement vivace alors que, en Europe, des crises d'approvisionnement ont eu lieu quelques années auparavant – relatifs au gaz russe notamment – et que la raréfaction des énergies fossiles constitue un sujet de plus en plus présent.

10. Chiffres issus de l'Eurobaromètre 324.



L'opinion publique
européenne
et le nucléaire
après Fukushima


Les Européens se révèlent un peu plus mitigés à l'époque sur les bénéfices en termes de coût de l'énergie mais une majorité (51 %) adhère à l'idée que l'énergie nucléaire apporte des prix inférieurs et plus stables aux consommateurs. La question du prix porte ainsi largement dans la population européenne et ceci indépendamment de la crise économique et financière débutée en 2008 puisque le résultat obtenu en 2005 était identique (50 %).

Enfin, concernant le réchauffement climatique, l'opinion la plus répandue parmi les Européens est que l'énergie nucléaire contribue à le limiter (46 %). Cependant, la part de personnes non convaincues par cet argument demeure forte, et surtout augmente, en passant de 31 % en 2005 à 36 % en 2009.

Reconnus par une majorité des Européens, ces arguments en faveur de l'atome ne parviennent que modérément à contrebalancer les risques perçus de l'énergie nucléaire à l'époque. L'adhésion à ces points n'assure pas à l'énergie nucléaire un plein soutien de la population. Le rejet de l'atome l'emporte et le souhait du *statu quo* s'impose chez la majorité de ceux qui ne s'opposent pas à l'énergie nucléaire. Seule une faible majorité des Européens était convaincue du bien-fondé du développement de cette source d'énergie avant les événements de Fukushima.

CONCLUSION

Ainsi, les différents sondages menés auprès de la population européenne démontrent bien que les craintes liées à la technologie nucléaire existaient bien avant la catastrophe de Fukushima et à des niveaux importants. Si, en dehors des périodes de crise, les questions énergétiques arrivent au second plan des préoccupations citoyennes pour ne susciter que des jugements assez « mous » et certainement peu construits eu égard à la complexité des choix se posant en matière de politique énergétique, un épisode tel que Fukushima tend à cristalliser des tendances déjà à l'œuvre dans l'opinion. La complexité du sujet et ses implications en termes économiques entretiennent une situation dans laquelle les avis restent partagés quant au recours à l'énergie nucléaire dans de nombreux pays, notamment en France, et ce aussi bien en dehors que lors des périodes de crise. Mais, si du point de vue de l'opinion on ne peut pas réellement parler de



L'opinion publique
européenne
et le nucléaire
après Fukushima

tournant Fukushima, cette crise nucléaire n'ayant que renforcé des positions de l'opinion déjà observables précédemment (l'Allemagne et l'Italie finissant de basculer à cette occasion), il n'en va en revanche pas de même dans le débat politique français. Désormais, et sans qu'une sortie à court terme ne soit envisagée comme en Allemagne et en Italie du fait de l'importance exceptionnelle de la part de l'énergie nucléaire dans la production électrique française, le débat sur la sortie du nucléaire s'impose sur la scène politique. Après les événements du 11 mars 2011, tous les partis, y compris les grands partis de gouvernement, ont été contraints de se positionner sur ce thème, encore relativement neuf pour la plupart d'entre eux tant la politique nucléaire suscitait auparavant le consensus. La question nourrit actuellement fortement le débat, y compris à l'intérieur des grands partis. A ce titre, le sujet apparaît comme l'un des éléments différenciant les prétendants socialistes à l'investiture et surtout les deux grands favoris, Martine Aubry et François Hollande. La sortie du nucléaire apparaît également comme un facteur de division au sein du Front de gauche, le Parti de gauche et Jean-Luc Mélenchon à sa tête s'étant prononcés pour la sortie du nucléaire, alors que le Parti communiste, fidèle à sa ligne politique historique, s'y refuse. La question, déjà au cœur des débats sur les investitures et les alliances, promet d'être centrale pour l'élection présidentielle qui s'annonce. Le dogme de l'atome, sur lequel la politique énergétique hexagonale s'est fondée depuis l'après-guerre, sera de toute évidence ébranlé, tant l'opinion fait aujourd'hui preuve d'une défiance envers le nucléaire. Un sondage Ifop pour le *Journal du Dimanche* réalisé en juin dernier¹¹ montre ainsi que 77 % des Français sont favorables à l'abandon du nucléaire civil (15 % rapidement et 62 % sur vingt-cinq ou trente ans) et que seuls 22 % souhaitent la poursuite du programme nucléaire et la construction de nouvelles centrales.

11. Sondage réalisé par téléphone du 1^{er} au 3 juin 2011 auprès d'un échantillon de 1005 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.